



Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge



10010779

11 01 2010

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 21/01/2010 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 454.223.185

Dénomination(en entier) : « **Dialog Software Training and Development** »

Forme juridique : Société Privée à Responsabilité Limitée

Siège : 1330 Rixensart, Avenue John Kennedy, 19

Objet de l'acte : Assemblée générale extraordinaire – Modification des statuts

D'un acte reçu par Maître Dominique VINEL, docteur en droit, notaire à Rixensart (Genval), en date du quatorze décembre deux mil neuf, enregistré au bureau de Wavre, le vingt-et-un décembre suivant, volume 844, folio 34, case 13 aux droits de vingt-cinq euros par l'Inspecteur principal Philippe Buse, il est extrait ce qui suit :

Monsieur le Président constate que tous les associés représentant l'entiereté des parts sociales sont présents et qu'en conséquence, l'assemblée générale extraordinaire est valablement constituée et apte à délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

1. Transfert du siège social de la société

Confirmation du changement de siège social qui est établi à 1330 Rixensart, avenue John Kennedy, 19 depuis le premier janvier deux mil sept.

2. Modification de la dénomination de la Société

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la société en STAFFORCE SPRL, société privée à responsabilité limitée.

3. Modification de l'objet social**4. Traduction des statuts en langue française et mise en concordance des statuts avec les modifications qui précèdent**

L'Assemblée décide en conséquence d'adopter une nouvelle formulation des statuts dans les termes ci-après

STATUTS.**TITRE I. - DENOMINATION - SIEGE -OBJET -DUREE.****Article 1. : Forme - Dénomination.**

La société a la forme d'une Société Privée à Responsabilité Limitée, sous la dénomination « STAFFORCE SPRL ».

Cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Privée à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.P.R.L.".

Article 2. : Siège social.

Le siège social est établi à 1330 Rixensart, avenue John Kennedy, 19

Le siège de la société peut être transféré en tout autre endroit en Belgique, par décision du (des) gérant (s).

Tout changement du siège social est publié à l'Annexe au Moniteur Belge par les soins du (des) gérant (s).

Le (les) gérant (s) peut (peuvent) en Belgique ou à l'étranger, créer des sièges administratifs, sièges d'exploitation, agences, succursales et filiales.

Article 3. : Objet.

La société a pour objet :

L'audit stratégique, l'architecture, l'étude, le développement, la réalisation, le support et la maintenance de toutes sortes de logiciels et de produits apparentés distribués par le biais de lignes et de réseaux de communication vers des parcs à ordinateurs, en ce compris le support, le training et le développement des utilisateurs ainsi que des processus métiers de l'entreprise et le support à la décision des gestionnaires.

Le commerce de détail, l'équipement de bureaux et l'aménagement d'entreprises en ordinateurs et en matériel de télécommunication, en ce compris son étude, son développement, son implémentation, le support, sa maintenance et sa remise en état.

Le traitement de données et les opérations des banques de données.

L'étude, la réalisation et l'élaboration de projets dans le domaine du conditionnement d'air, des techniques de réfrigération, de l'acoustique et des multimédia.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

L'étude, le développement, la réalisation, l'installation, le support, la maintenance et la remise en état de systèmes de signalisation routière, de systèmes auxiliaires d'alimentation, de câblages pour installations téléphoniques et systèmes informatiques, installations de chauffages électriques, ventilation,, aération et régulation d'air, systèmes de surveillance et installations d'alarmes antivol, antennes et paratonnerres, isolation thermique et acoustique, installations de courant fort et de basse tension, domotique intelligente et activités apparentées.

Le développement, la vente, l'installation et l'entretien de logiciels.

La vente et/ou la location de lignes de transmission de données et téléphoniques.

La création, la maintenance d'un réseau de consultants indépendants ainsi que toutes activités liées au développement de ce réseau et à la conservation et la préservation du lien entre la société et le consultant.

Toute opération immobilière en vue de l'acquisition, la vente ou la location de biens immobiliers.

La société peut, par voie d'apport, de souscription ou autrement s'intéresser à toutes entreprises et associations de sociétés poursuivant un objet similaire ou connexe ou susceptibles de promouvoir l'objet de la société.

La société peut accorder des prêts à des tiers et leur fournir des sûretés ; elle peut procurer des sûretés réelles.

Article 4. : Durée.

La société a une durée illimitée.

TITRE II. : CAPITAL - PARTS SOCIALES.

Article 5. : Capital.

Le capital social souscrit de la société, lors de la dernière modification des statuts, a été fixé à DIX HUIT MILLE SIX CENTS EUROS, représenté par sept cent cinquante parts sociales, sans désignation de valeur nominale, entièrement libéré.

Article 6. : Appel de fonds.

L'engagement de libération d'une part sociale est inconditionnel et indivisible.

Le (les) gérant (s) décide (nt) souverainement les appels de fonds.

Les parts sociales qui n'ont pas été entièrement libérées au moment de leur souscription, le seront aux époques et pour les montants fixés par le (s) gérant (s).

L'associé qui, après un appel de fonds signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire au versement dans le délai fixé dans la communication, est redevable à la société, d'un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal augmenté de deux pour cent (2%) l'an, à dater de l'exigibilité du versement.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales est suspendu aussi longtemps que les versements appelés n'auront pas été opérés dans le délai fixé au paragraphe précédent.

Article 7. : Indivisibilité des titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une même part, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire de la part ou qu'ils soient représentés par un mandataire commun.

En aucun cas les créanciers ou héritiers d'un associé ne peuvent demander le partage ou la licitation des biens et valeurs de la société, ni s'immiscer dans son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 8. : Nature des titres - Registre des associés.

Les parts sociales sont nominatives.

Il est tenu un registre des associés au siège social de la société.

Tout associé ou tout tiers intéressé pourra en prendre connaissance.

Il contient :

1. la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts lui appartenant;
2. l'indication des versements effectués;
3. les transferts ou transmissions de parts avec leurs dates, datés et signés par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire, en cas de cession entre vifs; par le (s) gérant (s) et le bénéficiaire, en cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions ou transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des associés.

Chaque associé peut demander un certificat d'inscription à son nom. Cet extrait du registre est signé par un gérant mentionnant le nombre de parts qu'il possède dans la société. Lesdits certificats ne pourront, en aucun cas, être établis à ordre ou au porteur.

Article 9. : Augmentation de capital - Droit de préférence.

L'augmentation de capital est décidée par l'assemblée générale des associés aux conditions requises par le Code des sociétés.

Si une prime d'émission des parts nouvelles est prévue, le montant de cette prime doit être intégralement versé dès la souscription.

Les parts à souscrire en numéraire doivent être offertes par préférence aux associés, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs parts.

Le droit de souscription peut être exercé pendant un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription. Le délai est fixé par l'assemblée générale.

L'ouverture de la souscription ainsi que son délai d'exercice sont annoncés par un avis porté à la connaissance des associés par lettre recommandée.

Les parts qui n'ont pas été souscrites conformément au premier paragraphe ne peuvent l'être que par les personnes indiquées dans le Code des sociétés, sauf l'agrément de la moitié au moins des associés possédant au moins les trois/ quarts du capital.

Sauf convention contraire, le droit de préférence des parts grevées d'usufruit appartiendra au nu-proprétaire. Les nouvelles parts ainsi souscrites seront grevées d'usufruit comme l'étaient les parts anciennes.

Si le nu-proprétaire ne fait pas usage du droit de préférence, celui-ci pourra être exercé par l'usufruitier. Les parts qui seront ainsi souscrites par l'usufruitier exclusivement, appartiendront à ce dernier en pleine propriété.

Article 10. : Réduction du capital.

Toute réduction du capital social ne peut être décidée que par l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts, et moyennant observation des dispositions du Code des sociétés.

Article 11. : Cession et transmissions des parts.

A) Quand la société comprend plusieurs associés, la cession des parts entre vifs et la transmission pour cause de mort ne sont soumises à aucune restriction si elles ont lieu au profit d'un associé ou d'un héritier en ligne directe ou du conjoint d'un associé ou

Dans tous les autres cas, la cession et la transmission sont soumises à l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant au moins les quatre/ cinquième du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée.

B) L'associé qui désire céder une ou plusieurs parts doit en informer les autres associés par lettre recommandée; celle-ci contient la désignation des nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts qu'il envisage de céder et le prix proposé.

Les associés sont tenus de répondre par lettre recommandée, dans le mois, à la demande d'agrément; à défaut d'avoir réagi dans le délai précité, les associés seront censés ne pas s'opposer à la cession.

C) Le refus d'agrément ne donne lieu à aucun recours judiciaire.

Les associés qui se sont opposés à la cession ont six mois à dater du refus pour trouver acheteurs; faute de quoi, ils sont tenus d'acquiescer eux-mêmes les parts ou de lever l'option.

D) Dans cette hypothèse, le prix de rachat sera fixé sur base des trois derniers comptes annuels, où il est tenu compte des plus-values et moins-values éventuelles qui ne seraient pas encore exprimées au bilan et de l'évolution de l'avoir social depuis lors.

Ce prix sera déterminé, à défaut d'accord, suivant les normes d'usage en ce qui concerne la détermination de la valeur des parts sociales, par deux experts comptables I.E.C. (Institut des Experts Comptables) dont l'un désigné par l'acheteur et l'autre par le vendeur.

Le rachat des parts doit en toute hypothèse intervenir dans les six mois de la fixation définitive de la valeur.

A l'expiration du délai, les ayants droit pourront y contraindre les associés opposants par tous moyens de droit.

En aucun cas, le cédant ne peut exiger la dissolution de la société.

3. Les héritiers et légataires qui ne peuvent devenir associés ont droit à la valeur des parts transmises.

Article 11/bis. : Cession de parts entre la convocation à l'assemblée générale et l'assemblée générale.

Toute cession de parts intervenant entre la convocation à une assemblée générale et la réunion de celle-ci doit avoir été approuvée par le (s) gérant (s);

TITRE III. - ADMINISTRATION -REPRESENTATION.

Article 12. : Gérant

La société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non.

Le (s) gérant (s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale pour une durée à déterminer par l'assemblée générale et est (sont) en tout temps révocable par elle.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat du (des) gérant(s) n'est pas rémunéré.

Article 13. : Administration.

Le(s) gérant(s) a(ont) le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés par la loi (ou par les présents statuts) à l'assemblée générale.

S'il y a plusieurs gérants, ils peuvent répartir entre eux les tâches d'administration.

Une telle répartition des tâches ne pourra être opposée aux tiers.

Article 14. : Représentation.

Le gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice, tant en demandant qu'en défendant.

En cas de pluralité de gérants, ils agissent soit séparément, soit conjointement ou en tant que collège, conformément à la décision de l'assemblée générale.

Article 15. : Délégation - Mandat spécial.

Le(s) gérant(s) peut (peuvent) désigner des mandataires spéciaux de la société.

Seules des délégations spéciales et limitées pour des actes déterminés ou pour une série d'actes déterminés sont admises.

Les mandataires engagent la société dans les limites des pouvoirs qui leur ont été conférés, nonobstant la responsabilité du (des) gérant(s), en cas de dépassement de son (leur) pouvoirs de délégation.

Article 16. : Responsabilité.

Le(s) gérant(s) aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais il(s) est (sont) responsable(s) de l'exécution de son (leur) mandat et des fautes commises dans sa (leur) gestion, conformément au droit commun et au Code des sociétés.

Article 17. : Intérêts opposés.

1) Le membre d'un collège de gestion qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à celui de la société, dans une opération, une série d'opérations ou une décision à prendre, est tenu de le communiquer aux autres membres avant la délibération. Sa déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé qui existe dans le chef du (des) gérant(s) concerné, doivent figurer dans le procès-verbal du collège qui devra prendre la décision. De plus, il doit, lorsque la société a nommé un ou plusieurs commissaires, les en informer.

2) S'il n'y a pas de collège de gestion et qu'un gérant se trouve placé dans cette opposition d'intérêts, il en réfère aux associés et la décision ne pourra être prise ou l'opération ne pourra être effectuée pour le compte de la société que par un mandataire ad hoc.

TITRE IV. - CONTROLE.

Article 18. : Contrôle de la société.

Pour autant que la société y soit tenue légalement, le contrôle de la situation financière de la société, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, doit être confié à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les commissaires sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable.

Si la société n'est pas légalement tenue de nommer un commissaire et décide de ne pas en nommer, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire.

TITRE V. - ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES.

Article 19. : Assemblée générale annuelle.

Il est tenu une assemblée générale annuelle, chaque dernier vendredi du mois de mai à dix-huit heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée est reportée au plus prochain jour ouvrable, à la même heure.

Article 20. : Convocation.

Les convocations aux assemblées générales sont faites de la manière prévue par la loi.

Article 21. : Assemblée générale extraordinaire.

Une assemblée générale extraordinaire se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou sur la demande d'associés représentant le cinquième du capital social.

Article 22. : Lieu.

Les assemblées générales se tiennent au siège social ou en un autre endroit en Belgique, indiqué dans les convocations.

Article 23. : Bureau.

Les assemblées générales sont présidées par le plus âgé des gérants, ou en son absence, par le plus âgé des associés présents.

Le président de l'assemblée désigne un secrétaire et un ou plusieurs scrutateurs qui ne doivent pas être associés.

Article 24. : Délibération - Résolutions.

a) quorum.

L'assemblée générale délibère et prend des résolutions valablement quelle que soit la partie présente ou représentée du capital social, sauf dans les cas où la loi exige un quorum de présence.

b) résolutions.

Les résolutions sont prises par l'assemblée générale, à la majorité des voix, à moins que la loi n'exige une majorité spéciale.

Les abstentions ou votes blancs ainsi que les votes nuls ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité à l'assemblée générale.

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Les gérants non statutaires et le commissaire sont élus à la majorité simple. Si celle-ci n'a pas été obtenue, il est procédé à un nouveau scrutin entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix lors du premier vote.

En cas de partage des voix, le candidat le plus âgé est élu.

Article 25. : Droit de vote.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Article 26. : Vote - Représentation.

a) Lorsque la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

b) En cas de pluralité d'associés, chaque associé émet sa voix, soit en personne, soit par un mandataire, associé ou non et porteur d'une procuration écrite.

Les procurations doivent être produites à l'assemblée générale pour être annexées au procès-verbal de la réunion.

Le vote écrit n'est pas admis.

Article 27. : Suspension du droit de vote - Mise en gage des titres - Usufruit.

a) Lorsqu'il n'aura pas été satisfait à des appels de fonds régulièrement appelés et exigibles, l'exercice du droit de vote afférent à ces parts sociales sera suspendu.

b) Sauf dispositions contraires reprises dans les présents statuts, le droit de vote attaché à une part sociale détenue en l'indivision, ne pourra être exercé que par une seule personne, désignée par tous les copropriétaires.

c) Le droit de vote attaché à une part sociale grevée d'usufruit sera exercé par l'usufruitier.

d) Le droit de vote attaché aux parts sociales qui ont été données en gage, sera exercé par le propriétaire qui a constitué le gage.

Article 28. : Résolutions en dehors de l'ordre du jour.

Il ne pourra être délibéré par l'assemblée sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour, que si toutes les parts sociales sont présentes et pour autant qu'il en soit décidé à l'unanimité des voix.

L'unanimité ainsi requise est établie si aucune opposition n'a été mentionnée dans les procès-verbaux de la réunion.

Article 29. : Procès-verbaux.

Il sera dressé un procès-verbal de chaque assemblée pendant le cours de celle-ci.

Les procès-verbaux sont signés par le président, le secrétaire, les scrutateurs et les associés qui le souhaitent.

Les procès-verbaux sont consignés dans un registre tenu au siège social.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou devant d'autres instances, doivent être signés par la majorité des gérants et de l'éventuel commissaire.

TITRE VI. - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION - RAPPORT DE REVISION.

Article 30. : Exercice social - comptes annuels.

L'exercice social de la société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

A la fin de chaque exercice social, le(s) gérant(s) dresse(nt) un inventaire et établit (établissent) les comptes annuels, conformément au Code des sociétés.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe et forment un tout.

Pour autant que la société y soit tenue légalement, le(s) gérant(s) doit (doivent) établir un rapport appelé "rapport de gestion", dans lequel il(s) rend(ent) compte de sa (leur) gestion.

Ce rapport comprend les commentaires, informations et données mentionnés dans le Code des sociétés.

Le(s) gérant(s) remet(tent) les pièces prescrites par le Code des sociétés, avec le rapport de gestion, au(x) éventuel(s) commissaire(s) ou les tient (tiennent) à la disposition des associés, s'il n'y a pas de commissaire dans la société, un mois au moins avant l'assemblée annuelle.

Le(s) commissaire(s), s'il en existe dans la société, rédige(nt), en vue de l'assemblée annuelle, un rapport écrit et circonstancié appelé "rapport de contrôle", tenant compte des dispositions prescrites par le Code des sociétés.

Quinze jours au moins avant l'assemblée annuelle, les associés peuvent prendre connaissance au siège de la société des documents prescrits par le Code des sociétés.

Dans les trente jours de l'approbation par l'assemblée générale des comptes annuels, le(s) gérant(s) dépose(nt) les documents prescrits par le Code des sociétés.

Lorsqu'en plus de la publicité prescrite par le Code des sociétés, la société procède par d'autres voies à la diffusion intégrale du rapport de gestion et des comptes annuels ou sous une version abrégée de ces derniers, celle-ci se fera dans le respect des dispositions prescrites par le Code des sociétés.

TITRE VII. - AFFECTATION DU BENEFICE.

Article 31.

Sur le bénéfice net, ainsi qu'il résulte des comptes annuels, il est prélevé, chaque année, au moins cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint dix pour cent du capital social.

Le surplus est mis à disposition de l'assemblée qui, sur proposition du (des) gérant(s), en détermine l'affectation, compte tenu des dispositions du Code des sociétés.

Le paiement des dividendes a lieu aux époques et aux endroits fixés par le(s) gérant(s).

Sauf disposition contraire de la loi, les dividendes qui n'auront pas été encaissés endéans les cinq ans à compter du jour de leur exigibilité, demeureront la propriété de la société.

Aucune distribution ne peut être faite lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou deviendrait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toute distribution faite en contravention de cette disposition doit être restituée par les bénéficiaires de cette distribution, si la société prouve que ces bénéficiaires connaissaient l'irrégularité des distributions faites en leur faveur ou ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances.

TITRE VIII. - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article 32. : Réunion de tous les titres en une main.

La réunion de toutes les parts entre les mains d'une seule personne n'entraîne pas la dissolution de la société.

Lorsque cette personne est une personne morale et que, dans un délai d'un an, un nouvel associé n'est pas entré dans la société ou que celle-ci n'est pas dissoute, l'associé unique est réputé caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les parts entre ses mains, jusqu'à l'entrée d'un nouvel associé dans la société ou la publication de sa dissolution.

Article 33. : Cause de dissolution.

a) Général.

En dehors des cas de dissolution judiciaire et ce qui est prévu par le Code des sociétés, la société ne peut être dissoute que par une décision de l'assemblée générale.

Toute proposition de dissolution doit faire l'objet d'un rapport justificatif établi par le(s) gérant(s) et annoncé à l'ordre du jour de l'assemblée générale appelée à statuer. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêtée à une date ne remontant pas à plus de trois mois. Un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable inscrit au tableau de l'Institut des Experts-Comptables fait rapport sur cet état et indique s'il reflète complètement et fidèlement la situation de la société.

b) Perte du capital :

Si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour. Les modalités en sont déterminées dans le Code des sociétés.

Les mêmes règles sont observées si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, mais en ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum fixé par le Code des sociétés, tout intéressé peut demander au Tribunal la dissolution de la société.

Le Tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 34. : Dissolution - Subsistance - Clôture.

Après sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, la société est réputée exister de plein droit pour sa liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 35. : Nomination de liquidateur(s).

A défaut de nomination de liquidateur(s), le(s) gérant(s) en fonction au moment de la dissolution est (sont) de plein droit liquidateur(s), à l'exception de ce qui est prévu par le Code des sociétés.

L'assemblée générale de la société en liquidation peut, à tout moment, et à la majorité ordinaire des voix, nommer ou révoquer un ou plusieurs liquidateurs.

Elle détermine leurs pouvoirs, leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation.

La nomination de liquidateurs met fin aux pouvoirs du (des) gérant(s).

Article 36. : Répartition.

Après apurement de toutes les dettes, charges et coût de liquidation, l'actif net sera réparti entre les associés en proportion de la part du capital que représentent leurs parts sociales.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des parts insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les parts.

TITRE IX. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 37. : Litige - Compétence.

Pour tous litiges entre la société, ses associés, gérants, éventuel(s) commissaire(s) et liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 38. : Election de domicile.

Tout associé, gérant ou liquidateur domicilié à l'étranger qui n'aura pas élu domicile en Belgique, valablement signifié à la société, sera censé avoir élu domicile au siège social où tous les actes pourront

Volet B - Suite

valablement lui être signifiés ou notifiés, la société n'ayant pas d'autre obligation que de les tenir à la disposition du destinataire.

Nomination – Pouvoirs

Monsieur Dominique SCHEUREN précité, est nommé gérant de la société pour une durée illimitée, sauf révocation décidée par l'assemblée générale des associés.

Il exerce son mandat à titre gratuit sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Tous pouvoirs sont conférés au gérant pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

(signé) Dominique VINEL
Notaire à Rixensart (Genval)